

LE DIALOGUE SOCIAL, ÇA FONCTIONNE AUSSI À L'INTERNATIONAL

Dans de trop nombreux pays, les travailleurs sont privés de leurs droits les plus fondamentaux.

- Créer les bonnes conditions pour un travail décent permettra de réduire les inégalités dans les pays.
- Garantir les droits des travailleurs participera à créer un environnement de travail international sécurisé.
- Encourager la qualité des emplois permettra de tendre vers plus d'égalité, mais aussi vers plus de productivité.

Le dialogue social international est donc un outil de vigilance sociale et sociétale, mais c'est aussi un formidable vecteur de performance économique.

ENCOURAGER LE DIALOGUE SOCIAL POUR METTRE FIN AUX CONDITIONS DE TRAVAIL INDÉCENTES

C'est tout l'enjeu du « Global Deal », une initiative qui fait du dialogue social un levier pour permettre au plus grand nombre de bénéficier de la mondialisation.

En proposant un nouveau compromis entre les parties prenantes, le « Global Deal » entend conjuguer performance des entreprises et développement des droits humains.

C'est une réponse concrète pour qu'une mondialisation plus juste profite à tous.



Groupe Global Deal France, 2019

Un meilleur climat social et une répartition plus juste des richesses profitent à l'ensemble des parties prenantes.

LES DATES CLÉS

2017

Annnonce de l'adhésion de la France au « Global Deal » au Sommet social de Göteborg



« Le 'Global Deal' est exactement ce dont nous avons besoin dans nos économies et nos sociétés. »

Emmanuel Macron,
Président de la République



Lancement de la plateforme France par Muriel Pénicaud, ministre du Travail, avec les partenaires nationaux, entreprises et organisations internationales

2018

Le Global Deal, initiative suédoise, est porté par l'OCDE et l'OIT

2019

Contribution du Global Deal France au G7 Social et publication d'un livret



2020

Lancement par Elisabeth Borne d'une 2^{de} phase du Global Deal France, restitution du groupe sur les violences au travail (convention 190 OIT)

2021

Restitution de 4 groupes sur les sujets européens à la ministre Elisabeth Borne et à l'OCDE/OIT pour la PFUE 2022

2022

Tavaux sur le devoir de vigilance, la RSE, et la qualité du dialogue social

L'échange de bonnes pratiques via le Global Deal participe à alimenter la réflexion dans le cadre des discussions internationales et multilatérales du G7, G20, de l'ONU, de l'OIT et de l'UE.



LE « GLOBAL DEAL »

RENFORCER LE DIALOGUE SOCIAL
POUR LE RESPECT DES DROITS DES SALARIÉS
ET UNE CROISSANCE PLUS JUSTE

L'initiative, en bref

Juillet 2022

QU'EST CE QUE LE « GLOBAL DEAL » ?

La mondialisation est porteuse de nombreuses opportunités mais aussi de grands défis, notamment quant au respect des droits fondamentaux. Le dialogue social est un outil de régulation puissant pour s'assurer que la mondialisation profite à tous.

C'est dans cette optique qu'est né le « Global Deal », qui promeut une mondialisation mieux régulée et durable.

Le « Global Deal » est une initiative co-pilotée par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et l'OIT (Organisation internationale du Travail) : il permet aux partenaires de s'engager volontairement à renforcer le dialogue social à tous les niveaux.

Aujourd'hui, **près de 120 partenaires** sont unis pour lutter contre les inégalités au niveau mondial (États, organisations syndicales, entreprises et organisations internationales...).

ACTEURS FRANÇAIS : QUELQUES EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES QUI ONT PORTÉ LEURS FRUITS

Plusieurs acteurs français sont déjà de bons exemples des avancées qui peuvent être réalisées grâce à la mise en œuvre d'accords. On peut citer :

EDF - EDF a rejoint le Global Deal en 2018, année au cours de laquelle nous avons négocié et signé un nouvel accord mondial d'employeur responsable, couvrant les droits humains et sociaux avec 11 fédérations syndicales professionnelles et deux fédérations syndicales mondiales. Cet accord concerne l'ensemble des activités d'EDF dans 24 pays, en conformité avec les conventions internationales du travail. Il vise à garantir le développement d'un socle social commun aux 160 000 salariés du Groupe et à consolider le dialogue social international. Cet accord est le fruit de l'engagement de toutes les parties prenantes dans la négociation souligné par une forte co-construction. La mise en œuvre de l'accord est garantie par un comité de suivi mondial mis en place en septembre 2018 dans le même esprit de co-responsabilité.

Région Île-de-France et ville de Suresnes

- Promouvant depuis plus de 10 ans un dialogue social innovant et constructif, la ville de Suresnes a rejoint, avec la Région Île-de-France, le Global Deal en 2018. La ville de Suresnes était pionnière en signant en 2009 une charte de reconnaissance et de valorisation du parcours syndical. La Région Île-de-France a signé une charte de ce type en 2017, ainsi que cinq autres accords ces deux dernières années dans les domaines du handicap, de l'égalité professionnelle et du bien-être au travail. Une vingtaine d'accords ont vu le jour à Suresnes parmi lesquels : le chèque syndical (2017), la mutuelle pour tous (2018), l'organisation d'activités physiques et culturelles durant les heures de travail (2018). Ces accords qui visent à la fois performance publique et progrès social répondent également à des priorités : promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et accompagner les personnes en situation de handicap. Le taux d'agents en situation de handicap est ainsi passé de 4% à 5,9% en 2 ans dans la Région.

Airbus - Airbus a rejoint l'initiative Global Deal en 2018 traduisant son engagement durable en faveur du dialogue social à l'échelle internationale. Dès 2005, un Accord Cadre Mondial était signé avec IndustriAll et les partenaires sociaux européens de l'entreprise sur la responsabilité sociale d'Airbus. En 2018, Airbus a refondé son accord de comité de Groupe Européen (SE-WC) et pris l'engagement de créer en 2019 le « Airbus Global Forum » composé de représentants du personnel venant des régions où le Groupe est implanté et destiné à assurer un dialogue social en faveur de ses 146 000 salariés représentant 130 nationalités. Le renouvellement du « Success Sharing », accord d'intéressement mondial, est également à l'ordre du jour pour 2019. Airbus innove actuellement en co-construisant avec le SE-WC une charte « Digital Ethics » afin de promouvoir un environnement de travail humain et éthique dans un contexte de transformation numérique et d'introduction de nouvelles technologies.

LA FRANCE ENGAGÉE POUR LE RESPECT DES DROITS DES SALARIÉS ET UNE CROISSANCE PLUS JUSTE

« *Nous sommes convaincus que le dialogue social sera une des clés pour réussir ces transformations écologiques et digitales* »

Elisabeth Borne, ministre du Travail



LA FRANCE, LEADER DU DIALOGUE SOCIAL INTERNATIONAL

Les entreprises et organisations françaises sont particulièrement avancées sur le terrain du dialogue social international, sous toutes ses formes. La signature d'accords mondiaux est une modalité du dialogue social international. Depuis le premier accord de ce type, signé en 1988 par Danone, ils se sont beaucoup développés pour répondre aux besoins croissants de régulation nés de l'internationalisation de l'économie. C'est une réussite pour les entreprises concernées, mais c'est encore peu au regard du nombre d'entreprises multinationales.

LES PARTENAIRES SOCIAUX, TOUS RESPONSABLES DU BON RESPECT DES ACCORDS

Les attentes à l'égard des entreprises dans les chaînes de valeur sont de plus en plus importantes. Le dialogue social est un outil efficace qui doit permettre à chacun d'avoir un travail décent, des protections adaptées et une rémunération juste.

UNE INITIATIVE EN LIEN AVEC LES VALEURS PORTÉES PAR LA FRANCE

Les entreprises et organisations françaises sont performantes en matière de dialogue social international. Cette expérience est valorisée dans le cadre d'un « Club » sur le dialogue social, une communauté d'acteurs qui misent sur la capacité du dialogue social à changer la donne, à apporter des solutions pragmatiques de régulation de prévention des risques, de respect du travail décent. Le « Global Deal » est totalement cohérent avec la vision portée par la France d'une mondialisation mieux régulée : la mondialisation est porteuse de nombreuses opportunités pour tous les pays, pour les travailleurs et l'ensemble des entreprises, mais elle ne peut pas seulement profiter à une minorité et participer au creusement des inégalités.



PARTENAIRES À DATE



LA PLATEFORME FRANÇAISE : UNE PREMIÈRE MONDIALE

La plateforme française sur le dialogue social international rassemble une communauté d'acteurs faisant confiance au dialogue social comme outil régulateur de la mondialisation. La plateforme est conçue comme :

- Un lieu de veille des pratiques innovantes du dialogue social, notamment international ;
- Un lieu d'analyse des pratiques, avec la mobilisation du monde académique et l'expertise des organisations internationales ;
- Un lieu d'échanges sur la diversité des pratiques, des expériences et leur valeur ajoutée entre les partenaires.

Plus d'informations sur la plateforme française :



Contact : charles-louis.molgo@sg.social.gouv.fr